

Le Libertaire

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE

9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10^e)

Chèque postal : Soustelle 516-67 Paris

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à SOUSTELLE

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE : POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr. Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr. Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent insérer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Au secours de Makhno !

Compagnons Anarchistes, Désormais nous connaissons bien l'affaire Makhno et nous voici à ce sujet exactement informés. Notre camarade Makhno est victime d'une lâche provocation de la part des communistes autoritaires qui eurent recours à la police polonaise pour le jeter en prison.

L'état de santé du camarade Makhno est très alarmant. Les conditions de son emprisonnement sont cruelles.

L'ignoble démocratie polonaise est capable de toutes les canailleries. Les bolchevistes cherchent à acheter la justice polonaise pour faire condamner des innocents.

Élevez donc votre puissante voix de protestation ! C'est seulement l'agitation internationale qui peut sauver Makhno de la mort en prison.

Organisez des démonstrations contre les représentants du gouvernement polonais — partout !

Faites parvenir des protestations aux autorités polonaises au nom du président de la République Woiciechowski et, en même temps, envoyez des protestations de blâme au Parti Communiste russe et à la III^e Internationale.

Faites connaître la vérité aux prolétaires de tous les pays et demandez leur adhésion à votre campagne pour la liberté de Makhno.

Casimir TESLAR.

Makhno victime d'un agent provocateur

Au camp de concentration de Sciunkoff, parmi nos camarades makhnovistes se trouvait un agent provocateur bolcheviste. C'était un Polonais. En Russie, probablement, il entra dans l'armée des insurgés avec lesquels il s'enfuit de Roumanie en Pologne où il fut interné comme eux.

A cause des répressions, des outrages, des mauvais traitements dans le camp, les insurgés makhnovistes décidèrent de s'évader. Sept seulement y réussirent, les autres furent pris au moment même de l'évasion. Ces mauvais traitements sont dus à l'intervention des officiers de Pétlioura et de Pétlioura lui-même qui influencent les autorités polonaises.

Parmi ces sept évadés, l'agent provocateur avait disparu et ce fut seulement quelques temps après que la police l'arrêta avec des correspondances chiffrées.

Les accusations contre Makhno se basaient exclusivement sur les déclarations de ce provocateur au service de la mission bolchevique et sur les correspondances chiffrées que le juge Luksemburg reçut par l'intermédiaire de l'Okhrana polonaise de la mission bolchevique. On conclut de cela que Makhno traitait avec le gouvernement bolcheviste de la séparation de la Galicie orientale pour la réunir à l'Ukraine des soviets.

Une des correspondances chiffrées et justement celle qui fut trouvée sur le provocateur porte la signature de Makhno. La lettre est écrite de la main du provocateur. Ce dernier a déclaré avoir transmis à la mission bolchevique huit missives chiffrées que Makhno lui confiait.

Makhno était à cette époque sous une très sévère surveillance et n'a même pas idée de ce dont on l'accuse. Au moyen des correspondances chiffrées il se maintenait en relation avec ses camarades d'insurrection qui étaient restés en Roumanie. Il apparaît que le chiffre avait été déchiffré par les bolchevistes qui avaient réussi à s'emparer d'une de ces lettres. Il n'y a aucun doute que la police polonaise travaillait en plein accord avec la police bolcheviste qui se cache sous le masque d'une mission économique. Quoique est au courant des procédés bolchevistes n'est pas le moins du monde étonné. Les bolchevistes corrompent par l'or tous les employés qui veulent se prêter à leurs machinations.

Makhno tomba littéralement des nues quand le juge lui présenta des lettres chiffrées avec le même chiffre qu'il employait pour correspondre avec ses compagnons. La fausseté bolchevico-policière devint évidente pour tous. Les experts pourront facilement établir la falsification des signatures chiffrées.

Dans tous les cas, nous sommes en présence d'un frappant exemple de l'activité des missions économiques des bolchevistes.

Nous connaissons très bien le camarade Makhno et nous nous rendons un compte exact de tout ce qu'il souffre à cause de cette basse provocation des communistes commise en complicité avec la police polonaise.

Pour nous le but des communistes est clair. Ne pouvant obtenir du gouvernement de la Roumanie et de la Pologne l'extradition de Makhno, ils firent tout ce qu'ils pouvaient pour le diffamer, mais les diffamations ne pouvaient anéantir Makhno. Aussi se mirent-ils à tramer une lâche provocation et obligèrent-ils le gouvernement polonais à arrêter Makhno et ses compagnons.

Nous ne serions pas surpris si les bolchevistes réussissaient à acheter la justice polonaise. Ils cherchent par tous les moyens à compromettre et à détruire Makhno et ils n'auront pas de tranquillité tant que notre camarade sera vivant.

En Pologne, Makhno, de tous les côtés, est entouré d'ennemis, persécuté à la fois par les gardes blanches, par les bolchevistes, par les juifs et par la bourgeoisie polonaise.

Quand il était encore à Sciunkoff, Makhno protestait contre cette hospitalité forcée et il écrivit au ministère de la Guerre, au ministère de l'Intérieur et à celui des Affaires étrangères. Il s'est même adressé à Pilsudski. Makhno réclamait sa libération et celle de ses camarades et exprimait le désir de se rendre en Tcheco-Slovaquie. Pilsudski répondit à la lettre de Makhno envoyée à la date du 7 juin 1922, par la lettre suivante datée du 17 août : « J'ai transmis votre demande au ministère de l'Intérieur. » Cette réponse parvint à Makhno avec un mois de retard, quand lui et ses camarades étaient déjà renfermés dans un baraquement et sous la garde de trois soldats, batonnette au canon.

En juillet 1922, le ministre de la Guerre envoya auprès de Makhno le major Sc... dans le but de tâter Makhno et, en s'en allant, celui-ci conseilla à Makhno de ne pas partir de Pologne.

Dans le même mois, le lieutenant Pslanski, agent de la fameuse deuxième section de l'état-major polonais, tenta de convertir Makhno aux idées démocratiques de l'ataman Petlioura. Ce petit monsieur galeux parla très clairement : « Si vous souscrivez au programme démocratique de Petlioura, vous jouirez des mêmes privilèges que Petlioura lui-même, qui est à notre service. »

Makhno protesta contre l'inquisition polonaise et déclara qu'il désirait seulement quitter l'inhospitalière Pologne pour aller en Tcheco-Slovaquie.

Le petit lieutenant déclara que la Tcheco-Slovaquie était un pays infâme qui l'extrait en Russie, de même que l'Allemagne, « gouvernée par les bolchevistes », au dire de l'agent de l'Okhrana militaire.

Il eut le cynisme d'ajouter : « Vous ne partirez pas, car le gouvernement polonais entend se servir de vous, Makhno, pour semer le désordre en Ukraine, ceci étant dans les intérêts de la Pologne. »

Les autorités policières et militaires voyant que Makhno n'était ni un homme à se laisser corrompre, ni un opportuniste, mais un idéaliste anarchiste, décidèrent, d'accord avec les agents bolchevistes, avec ceux de Petlioura et ceux de Balachowicz, de l'arrêter et de l'accuser de trahison envers l'État.

Makhno doit être jugé conformément aux articles 100 et 102 du Code pénal qui prévoient de 10 à 15 ans de prison.

Tout ce qui a été rapporté ci-dessus n'est que l'expression de la pure vérité. Ces informations sont exactes et ne doivent être mises en doute par personne.

Comment il vit en prison

L'instruction du procès de Makhno n'est pas encore terminée. Le juge Luksemburg est occupé par l'affaire du prêtre Smaragd qui a tué le grand chef de l'église orthodoxe en Pologne.

Pendant ce temps Makhno est enfermé dans la prison de Mokotoff. Il est dans un très mauvais état de santé. Ses poumons sont atteints de tuberculose qu'il a contractée dans les prisons russes, durant sa première détention qui dura douze années.

Makhno est gravement en danger, vu les terribles conditions dans lesquelles se trouvent les prisonniers politiques en Pologne.

Il emploie la plus grande partie de son temps à écrire, mais le juge Luksemburg lui a confisqué ses écrits. Cependant Makhno a achevé quelques manuscrits. Il a écrit ses mémoires. Dans les mains des autorités judiciaires se trouvent quelques-unes de ses « Lettres aux cosques du Donetz en émigration », la lettre ouverte au parti des communistes-bolchevistes de Russie et de l'Ukraine, ainsi que d'autres opuscules.

Durant sa détention en Pologne il a appris l'espéranto et maintenant il étudie la langue allemande. Avec Makhno est détenu le camarade Domoszenko qui était commandant de l'état-major de l'armée des insurgés makhnovistes de l'Ukraine.

La campagne de Makhno, renfermée dans la prison de Pavia, également à Varsovie, a accouché d'une petite fille.

Une seule fois, les autorités ont concédé à Makhno une entrevue avec sa compagnie.

Après l'accouchement, on refusa à Makhno le 22 février dernier, l'autorisation de voir sa compagnie et son enfant qui a maintenant trois mois.

L'affaire Sacco - Vanzetti

Notre camarade Sacco, qui avait été contraint de faire la grève de la faim pour protester contre le mauvais vouloir de la justice à réviser son procès, semble avoir obtenu satisfaction. Vendredi dernier, Sacco et Vanzetti, comparaisaient de nouveau devant le juge Thayer. Sacco, exténué par vingt jours de jeûne, était dans un état alarmant. Son avocat demanda — et il l'obtint — le renvoi à huitaine.

L'on sait le peu de confiance que Sacco en la justice américaine, aussi a-t-il décidé de continuer la grève de la faim, jusqu'au moment où enfin justice lui sera rendue.

Le Libertaire, qui, le premier en France a entrepris la campagne pour sauver nos deux camarades, rappelle à tous les anarchistes et à tous ceux qui vibrent contre les iniquités, qu'il est décidé — dans le cas où nos camarades ne seraient pas rendus à la liberté — à renouveler et intensifier l'agitation qui mènera, nous en sommes sûrs, un terme aux souffrances que nos camarades endurent depuis trop longtemps.

Que tous les ouvriers se tiennent prêts à répondre à l'appel de l'Union Anarchiste, aussitôt que celle-ci sollicitera leur concours. Il y va de la liberté — peut-être de la vie de nos deux amis.

On assassine dans la Ruhr

PROLÉTAIRES, ARRÊTONS LE CRIME !

Déjà les quotidiens n'en parlent presque plus. L'Humanité elle-même n'insiste pas. Et cependant sept hommes viennent de tomber, là-bas, lâchement exécutés par ordre de nos gouvernants, sept hommes contre lesquels aucune « preuve » n'avait été apportée par aucune « justice ». Devant ces sept cadavres, anarchistes, nous venons crier toute notre indignation et tout notre dégoût du crime.

Tous ceux, dans la presse, qui furent ou se laisseront rendre complices de la Grande Tuerie Nationale, bien entendu ne s'enfuient pas pour si peu : sept vagues individus, sept pauvres inconnus, abattus comme des chiens. Ils en ont vu et accompli ou laissé accomplir et excusé bien d'autres, de 1914 à 1918 !

Mais nous, les anarchistes, pour qui la peau et le cœur d'un homme comptent encore, nous que les préjugés autoritaires et les intérêts grégaires n'aveuglent pas de sang ou d'ordure, nous ne pouvons laisser passer comme cela l'assassinat de ces Allemands qu'on est allé massacrer chez eux, dans leur ville natale, à la porte même de leurs maisons familiales.

Tout le monde connaît les événements. Il est bon de les rappeler succinctement en les dépouillant de tout oripeau patriotique. Voici les faits tels qu'ils nous sont apparus sous la crudité de notre regard impartial, à nous qui n'avons d'intérêt dans aucune nation, dans aucun État de ce monde, à nous qui n'avons fait aucune recherche, aucun battage politicien à propos des événements de la Ruhr : Contre un peuple dont le gouvernement a été vaincu dans une guerre néfaste pour tous, contre un peuple affamé par la rapacité des capitalistes internationaux se dresse l'armée « victorieuse ». Sur les ordres de quelques vus sanguinaires en tête desquels s'agitent — brandissant, comme une menace de chantage, leur *Action Française* — Léon Daudet et Charles Maurras, le gouvernement de Poincaré-la-Mort fait envahir par les troupes françaises les pays d'Allemagne convoités par les capitalistes du Comité des Forges. La Ruhr est occupée.

Sous la menace des baïonnettes, les prolétaires allemands devront travailler. Ils devront subir l'état de siège, se voir parqués comme des forçats, contraints à produire pour faire les frais d'une guerre qui les a conduits à la misère la plus épouvantable, tandis que leurs ministres d'État qui ne souffrirent jamais de la faim se préparent à négocier avec M. Poincaré, sur leurs dents, les conditions d'un accord qui ne manquera pas de satisfaire le capitalisme international.

Dans cette armée d'occupation, nombreux sont les inconscients et les viles qui n'en sont venus là que par la « force des choses » et la faiblesse de leur caractère. Mais il en est quelques-uns aussi qui sont venus volontairement. De ceux-là étaient le lieutenant Colpin et le chef de gare Joly. Avec zèle ils se mirent au service de l'idole patrie, prêts à être les plus impitoyables sacrificateurs. Le sort a voulu qu'ils aient été sacrifiés. Nous ne pleurerons pas sur leurs dépouilles. Ils avaient quitté leur maison, ils avaient été s'attaquer au foyer d'autrui ; ils y avaient été délibérément, portant avec eux une volonté de mort dont ils sont aujourd'hui victimes. Leur suicide « par ricochet » ne peut pas nous émouvoir.

Dès le lendemain, M. Poincaré déclarait : « Nos deux morts seront vengés » et M. Maginot déclarait de son côté : « Les représailles seront impitoyables » — tandis que toute la presse de charnier, depuis l'*Intransigeant* jusqu'à l'*Action Française*, hurlait à la Mort.

Le crime s'accomplissait, quelques heures après les menaces officielles. La police française allait arrêter au hasard deux Allemands de Buer, contre lesquels, de l'aveu même de la presse officielle, aucune preuve n'était apportée, puisque le *Journal* lui-même déclare en manchette qu'il s'agissait de « deux des auteurs PRÉSOMÉS du guet-apens ». Et comme ces deux hommes TENTAIENT de s'évader, les gendarmes qui « ÉTAIENT SUR LEURS GARDES » mirent revolver au poing et tirèrent sur les fuyards qui tous deux s'abattirent, blessés à mort. Des passants accoururent, le peuple s'émeut, et ne peut s'empêcher de pousser de justes cris d'indignation devant un tel massacre de deux hommes désarmés. Aussitôt les soldats de garde sortirent et immédiatement, après de « RAPIDES sommations », tirèrent dans la

foule. Cinq autres Allemands furent tués.

Et voici ce qu'on pouvait lire, le lendemain, dans la presse de Paris :

LA RIPOSTE FRANÇAISE

L'attentat de Buer a été promptement vengé sur les agents d'exécution. C'est une première satisfaction donnée aux familles des malheureuses victimes et à l'opinion française, un avertissement indispensable donné à ceux qui n'auraient pas manqué de trouver dans l'impunité une incitation à la récidive. La police la plus vigilante ne peut éviter les actes de fanatisme, mais elle doit assurer les sanctions. La rapidité de la riposte prouve l'efficacité de notre organisation. (Journal du 13 mars.)

Sous la signature de Gustave Hervé, cette infamie s'élevait dans la Victoire :

Les conditions dans lesquelles les deux coupables présumés ont été descendus à coups de revolver par nos gendarmes, ainsi que les cinq Allemands qui ont protesté en assaillant un de nos postes, et qui ont été tués par nos soldats, feront pousser des hurlements et des jérémiades aux bolcheviks de France et de Belgique : cette justice expéditive et APPROXIMATIVE n'en recueillera pas moins l'approbation du reste de la population des deux pays.

Ainsi, de l'aveu même de la presse subventionnée par le gouvernement ou par sa police, cette justice ne fut qu'approximative.

C'est un assassinat.

L'assassinat fut prémédité. L'aveu est signé de la main des coupables.

Devant de telles infamies aussi cyniquement étalées, l'Union Anarchiste ne peut rester impassible. Elle se doit de proclamer à la face des criminels haut placés, de l'assassin Poincaré, du chourineur Maginot et de tous leurs exécuteurs de basses œuvres, valets de plume et de fusils, son indignation et son dégoût. Elle se doit surtout de dire au prolétariat de tous les pays, sous quelque apparence qu'elle le rencontre, sous l'uniforme français ou sous la vareuse des ouvriers allemands.

SOLDATS DES TROUPES D'OCCUPATION,

Songez que vous êtes des travailleurs et que la majorité des Allemands de la Ruhr sont des travailleurs comme vous.

Souvenez-vous de la maison qu'on vous a fait abandonner pour venir peupler les infectes casernes ; souvenez-vous de votre famille, de votre père, de votre mère, de votre compagne, de vos enfants.

Souvenez-vous de l'usine, de l'atelier ou de la mine dans lesquels vous souffriez de l'exploitation patronale.

Regardez ensuite ceux qu'on vous fait surveiller ; ils ont comme vous une pauvre demeure où ils sont heureux, malgré tout, de retrouver les êtres de leur amour ; ils ont comme vous les mêmes souffrances dans l'esclavage et les mêmes espoirs dans une libération prochaine. Vous avez avec eux un ennemi commun : le Maître, le Patron, le Gouvernant. Ils sont vos frères.

Examinez, enfin, avec toute votre raison ceux qui vous ont conduits dans la Ruhr. Vous ne verrez sur leurs faces que l'expression de la cupidité et de la haine. Vos chefs sont vos pires ennemis.

Alors, que ferez-vous, soldats des troupes d'occupation, si ceux-ci vous commandent de tuer ceux-là, si vos bourreaux vous ordonnent de massacrer vos compagnons de chaînes, si vous recevez l'ordre de tirer sur les ouvriers de la Ruhr ?

Comme à Buer, serez-vous des exécutants sans raison et sans pitié des représailles voulues par Maginot et par Poincaré ? Ou bien comprendrez-vous enfin que votre intérêt est d'accord avec votre sentiment pour vous dicter le refus d'un tel crime ?

A vous de répondre, soldats de la Ruhr.

Mais si la lâcheté ou la bêtise vous aveuglait au point de vous muer en soudards serviles et malveillants, nous ne ferions plus appel à votre conscience, nous vous considérerions dès lors comme les chiens de mort du Capital et de l'Autorité, et nous tournerais vers les prolétaires d'Allemagne nous leur dirions :

OUVRIERS ALLEMANDS,

Nous sommes avec vous, dans vos souffrances, dans votre misère, dans votre révolte.

Camarades de la Ruhr, vous êtes en état de légitime défense. Vous joiez le Prolétariat martyrisé qui se rebelle.

Le fascisme en Espagne

Barcelone, le 11 mars 1923.

La réaction internationale, féroce, brutale, inhumaine, triomphe partout, en Hongrie, en Allemagne, en Italie, en Espagne, etc., etc., où la bourgeoisie se voit en danger de mort.

Ici, en Espagne, la dernière tuerie de militants anarchistes et syndicalistes n'a pas empêché la Confédération Nationale du Travail de développer sa propagande. La bourgeoisie s'est alliée au militarisme, et veut provoquer un coup d'État semblable à celui de Mussolini, avec cette différence qu'ici, ce coup d'État renversera jusqu'au roi Alphonse XIII.

La bourgeoisie et le militarisme, dans leur folie dominatrice, ne s'arrêteront pas devant celui qui incarne l'absolutisme dans ce pays.

On lui reproche, ô ironie ! de manquer d'énergie envers ces sacrés anarchistes. Les officiers groupés autour des généraux Milanes del Bochs, Martinez Anido, Arlequi et autres aspirants à la dictature ont déjà organisé leur fascisme.

Depuis quelques semaines le terrorisme blanc sévit de nouveau. Hier, c'était un camarade inconnu et aujourd'hui, voulant frapper la tête de la C. N. T., on vient d'assassiner notre vaillant et bon ami Salvador Seguí Noy del Sucre.

Le 10 mars, à 8 heures du soir pour préciser, Salvador Seguí, accompagné du camarade Peronas, du Comité National Confédéral, a été tué de quatre coups de revolver dans la tête. Le crime s'est passé dans une des rues les plus peuplées de Barcelone, la rue de la Cadena.

Les assassins, au nombre de sept, ont attaqué les deux camarades, au moment précis où Seguí roulait une cigarette et par conséquent ne pouvait avoir le temps de sortir son revolver qu'il portait toujours sur lui, ayant été prévenu qu'on voulait attenter à ses jours. Peronas a été également tué. La nouvelle en a couru par toute la ville. Les milieux ouvriers sont dans un état d'exaspération bien compréhensible.

Pendant que j'écris ces quelques lignes, pour mettre au courant les camarades français, de ce qui se passe ici, je me demande de quoi sera fait demain.

Des groupes d'assassins organisés par la police parcourent la ville.

D'autres, près de l'imprimerie de *Solidaridad Obrera*, attendent le camarade Angel Pestana pour l'assassiner.

Ils veulent aussi détruire la rotative acquise par la Confédération Régionale de Catalogne.

« Salvador Seguí Noy del Sucre était âgé de trente-six ans. Il a été un des plus brillants orateurs d'Espagne. Il faisait montre d'une grande activité et allait faire une tournée de propagande dans toute la Catalogne. Ses idées, d'une grande valeur intellectuelle, étaient tout un programme.

Il avait pris part au mouvement révolutionnaire de 1909, mouvement qui se termina par la mort de Francisco Ferrer. Le mouvement de 1917 fut aussi pour Seguí une occasion de montrer sa haute valeur de révolutionnaire et aussi d'organisateur.

Ses articles étaient toujours l'objet de commentaires non seulement dans nos milieux, mais encore chez nos ennemis bourgeois ou social-démocrates.

La C. N. T. perd avec Salvador Seguí un des cerveaux les plus éclairés.

Une nouvelle phase du terrorisme s'ouvre par l'assassinat de notre regretté camarade : aussi sera-t-elle un obstacle au développement pacifique de la réactionnaire Espagne.

Que les camarades espagnols résidant à Paris, en France et partout ailleurs sachent faire leur devoir !

Salvador Seguí et Peronas sont morts. Vive la C. N. T. !

Léon XIFORT.

SALVADOR SEGUI

Il n'était pas une idole. Il était un propagandiste dévoué et opiniâtre, une intelligence éclairée.

La révolution espagnole est dans un tournant critique ; le 10 mars 1923, Seguí est assassiné par une poignée de misérables.

Les répressions capitalistes se suivent et se ressemblent. Leur féroce dépend du crétinisme de chaque bourgeoisie. Troupe disciplinée ou agents individuels d'une volonté de meurtre, le produit est un capitalisme social composé de voyous et de mercenaires, inspirés et protégés par les vestales capitalistes qui entretiennent le feu sacré de l'assassinat.

Le fascisme répond à une politique internationale. Le « Syndicat libre » à la mentalité d'une bourgeoisie sans ramifications économiques et sans aucun souci national.

Si le fascisme est la transubstantiation de l'âme bourgeoise, de l'idéal annoncé par les prophètes capitalistes c'est, sans doute, parce qu'il a réussi à se présenter comme un mouvement collectif. Mais moyens plus répugnants encore. Si elle ne peut parer ses attentats d'une morale de gouvernement ou d'une sanction populaire, elle usera de la plus hypocrite trahison pour atteindre son but.

Nous avons toujours considéré que l'audace des gouvernements espagnols à pratiquer des saignées répressives est due à un manque d'intelligence de la C. N. T. Quand les rangs étaient serrés et compactes, quand la violence d'en bas débou-

GERMAINE BERTON remercie les Camarades

Malgré les injures stupides déversées quotidiennement par l'Action Française, malgré le lent supplice de la prison cellulaire, malgré les tracasseries de l'instruction, notre chère camarade Germaine Berton ne perd rien de son beau courage tranquille. La fière jeune fille attend le jour des Assises avec la quiétude d'une âme consciente d'avoir agi selon son idéal et pour la défense des opprimés.

Germaine Berton remercie tous ceux qui l'ont soutenue dans son épreuve héroïque, tous ceux — et ils sont nombreux — situés nettement à côté d'elle au moment où les chiens du Roy aboyaient ignominieusement.

Elle remercie aussi les camarades qui ont fait des sacrifices pécuniaires pour permettre d'atténuer les rigueurs de son emprisonnement.

Elle les prie enfin de ne plus rien envoyer pour elle. Germaine Berton nous fait dire et fait dire à tous qu'elle préfère voir réserver toutes les ressources disponibles à notre propagande, à la propagande anarchiste.

« Le Libertaire » poursuivi

Le « Libertaire », en la personne de son gérant, notre camarade Braye, était poursuivi, il y a quelques jours, pour l'article paru en janvier et intitulé : « Qui a frappé par l'épée, périra par l'épée ». Braye ayant fait défaut, le procès a été reporté à une date ultérieure.

Une canaillerie de la Justice

Notre camarade Vidal, qui avait été condamné dernièrement à Paris, à trois mois de prison pour un poème à Cottin, paru dans le Libertaire, vient d'être condamné de nouveau à trois autres mois par les juges d'Aix pour le même poème paru dans *Terre libre*, de Marseille. La confusion des peines, qui est la règle générale en l'occurrence, n'a pas été respectée par ces larbins de gouvernement, aussi le Libertaire et l'Union Anarchiste élèvent-ils une protestation indignée contre cette iniquité qui crée ainsi un précédent redoutable pour tout ce qui se rattache aux délits politiques.

Nos camarades Viaud et Leroux, l'un comme gérant de *Terre libre*, l'autre pour un article paru dans ce journal, ont été condamnés par les mêmes juges à huit mois de prison par défaut.

Qui a publié ça ?

Il est à craindre que pour Lénine et ses amis, la « dictature du prolétariat » doive être la dictature des bolcheviks et de leur chef. Ce pourrait devenir un malheur pour la classe ouvrière russe et, par suite, pour le prolétariat mondial.

La dictature de Lénine ne pourrait être maintenue que par une énergie farouche et constante ; elle exigerait la permanence d'une armée révolutionnaire et rien ne nous permet de préjuger le militarisme rouge au militarisme de nos jours.

Voyons, qui a pondi cela ? C'est tout simplement BORIS SOUVARINE dans *Ce qu'il faut dire*, n° 78.

Chaque semaine, sous le titre ci-dessus, je m'amuserai à souligner les contradictions des comédiens moscovites.

P. LE MEILLOUR.

SAMEDI 31 MARS

aura lieu une

GRANDE SOIRÉE ARTISTIQUE

au bénéfice du

LIBERTAIRE et de l'UNION ANARCHISTE

Camarades, retenez cette date

Le programme paraîtra dans notre prochain numéro.

dit de tous côtés, on ne savait qu'en faire. On avait les cadres, mais pas de têtes. La bourgeoisie apercevait le danger, prête à saisir la première occasion pour agir. Les syndicats, qui n'étaient pas soutenus par des Comités d'action, ont été démolis. Et aujourd'hui, comme partout, une poignée de militants dévoués doivent faire face à une bourgeoisie féroce et armée jusqu'aux dents, à un prolétariat démoralisé et affaibli et aux haines déchaînées des communistes officiels.

Pablo Iglesias, le leader social-démocrate, parcourait l'Espagne, prêchant l'évangile du collaborationisme de classes le plus honnête et essayant de créer des noyaux partout, sous la férule du centralisme madrilène. Au nom du fédéralisme, Aurelio Lorenzo et quelques dévoués comme lui, sous l'inspiration de Bakounine, conseillaient au prolétariat de rompre toute liaison avec la direction du centre, de renouer l'action réformatrice et d'adopter l'action directe. La Confédération Régionale Catalane allait disparaître. Seguí allait l'aligner pendant plus de douze ans de sa vaine révolutionnaire, jamais délaissée.

Seguí, presque seul, lutte à la fois contre l'utopie démocratique et républicaine et le réformisme socialiste pour arracher les ouvriers à leur influence. Dans une de ses tournées survinrent des incidents au cours d'une réunion publique, incidents provoqués par la police et les républicains. Attaqué, il se défend, succombant devant le nombre. La police l'arrête, et, sans tenir compte des coups qu'il avait reçus — ses télesaignes — elle le conduisit à pied à la prison, pour y être relâché par ses adversaires. A bout de patience et dans un état de dignité, Seguí arrache ses menottes, se relève contre quelques-uns des persécuteurs, les assomme, fait intervenir de la police qui réussit néanmoins à l'emporter en prison. La prison devint dorénavant alterner avec la propagande.

La révolte de 1909 contre la guerre du Maroc trouva à son poste de combat, la classe ouvrière, encore dans les mains de la bourgeoisie radicale, est trompée par ses chefs. Les peu nombreux militants ouvriers de cette époque sont livrés au bourreau Maura ; Ferrer est fusillé. La classe ouvrière, désabusée, tire un enseignement de cette expérience douloureuse dans la révolte. Les assises du Syndicat lute de classes étaient jolies, Seguí trouva un collaborateur : les événements.

La répression passée, les circonstances rendirent favorable une intense propagande syndicaliste. Le républicanisme se défendait avec l'énergie incohérente d'un moribond ; le gouvernement faisait jouer ses mouchards. Le policier Martinez inaugura les méthodes terroristes avec sa brigade criminelle contre les anarchistes. Seguí était déjà voué aux sympathies particulières des valets de la bourgeoisie.

En pleine guerre, en 1917, il se produisit un mouvement insurrectionnel contre la monarchie. La Confédération Régionale de Catalogne y joua un rôle des plus importants, qui déterminèrent les politiciens à s'écarter le mouvement en acceptant deux portefeuilles dans le gouvernement Garcia Prieto. Seguí se battit dans les barricades. Quelque cela, au bout de six ans d'une conduite exemplaire, on devait le faire classer comme communiste révolutionnaire, pour les personnes d'une classification bolcheviste des valeurs idéologiques.

La C. N. T. est fondée. Seguí y joue un rôle important, mais il conserve le secrétariat de la Confédération catalane. Le syndicalisme est à ce moment dans sa plénitude vitale. La grève à la Compagnie de gaz et de l'électricité « La Canadienne » éclate. Montjuïc se remplit de militants. Seguí est jeté en prison. Le gouvernement se déclare vaincu et donne satisfaction aux grévistes.

Une répression grave s'abat à la chute de Romanones. L'ère de la clandestinité héroïque s'ouvre pour le Syndicat unique. Seguí, en vrai « tacticien » du mouvement syndical, est le trait d'union des forces révolutionnaires, face aux dangers de toutes sortes.

Etant impuissant pour mater les Syndicats uniques, le gouvernement entame des négociations avec eux, pour arrêter les bases d'un accord. On nomme une commission mixte d'ouvriers et de patrons. Seguí préside la commission ouvrière. La bourgeoisie est vaincue sur le terrain diplomatique et déclenche un lock-out de

Une drôle d'histoire

A Grenoble, un chansonnier révolutionnaire présente sa pièce au public. Cette représentation « amoraliste et antimilitariste » n'a pas l'heur de plaire à ces messieurs de la camelote royale, qui, peut-être, ne pardonnent pas à Montéhus d'avoir abandonné son attitude nationaliste du temps de guerre. Cotte que cote, ils saboteront cette pièce un peu plus sensée que les autres.

S'étant donné rendez-vous au Casino pour la troisième représentation, avec leur brutalité autocratique, les fils à papa, dément munis de cannes solides, après un déluge de coups de sifflet, veulent prendre la scène d'assaut. Devant les brutes déchaînées, quelques soient policiers, communistes ou royalistes, il n'est qu'un argument : la poudre. Montéhus l'a compris. Son browning a calmé les énergumènes hyperdésolés.

Si bien drôle cette histoire, dira l'ami lecteur. Patience, voici le côté burlesque. Je cède la plume à un organe régional, bien pensé : La Dépêche du Dauphiné : « M. Cauron, commissaire de police de service, se trouvait dans le pourtour des loges et, en compagnie de l'officier de paix, se disposait à maîtriser quelques forcenés placés dans une loge. La vue de ce qui se passait sur la scène frappa le magistrat d'une telle émotion qu'il s'affaissa frappé de congestion. »

Ainsi, un commissaire de police qui, toute sa vie, n'a eu pour arguments que le poing de ses sbires, son nerf de bœuf ou son browning, s'évanouit comme une petite fille et ne pense plus à se réveiller ; la brute policière meurt de peur parce qu'un humain tient dans ses mains l'arme qu'il a dans la poche. Il aura la croix des braves, même s'il fait dans sa culotte, le brave magistrat.

Comme épilogue, nous apprenons que les représentations de Montéhus sont interdites dans l'Isère.

Méritant sur ces faits, je ne puis que conclure : Montéhus serait défendu avec plus de chaleur et plus d'ardeur s'il avait été plus courageux. Il sera défendu malgré tout contre les camelots du roi et les agissements de la préfecture par l'avant-garde prolétarienne de l'Isère.

Quant au commissaire Cauron (38 ans de services, s. v. p.), il me fait penser que du jour où les paries seront décidés à opposer les armes aux armes, les brutes, les saboteurs de manifestation se montreront plus doux vis-à-vis de la plèbe.

SOUSTELLE.

L'Ecole du Propagandiste

Les cours de l'Ecole du propagandiste battent leur plein. Les camarades ont maintenant assez nombreux pour que nous songions à former deux séries d'études.

A partir de dimanche 18 mars, à 10 heures du matin, 49, rue de Bretagne, salle de la Philosophie, par André Colomer.

Jeudi 22 mars, cours départemental de français à l'usage, tout spécialement des camarades illettrés et des copains étrangers, par une camarade institutrice.

Invitation cordiale à tous ceux qui veulent travailler.

deux mois et demi. Les prisons se remplissent de nouveau, mais le syndicalisme continue.

Seguí est victime des calomnies de la bourgeoisie et de militants égarés. En pleine répression, la Fédération locale des Syndicats de Barcelone, sur la proposition de Seguí, provoque une réunion clandestine de trois cents militants où il prend ses responsabilités. Nul n'osa l'accuser.

Une nouvelle période normale semblait recommencer, et Seguí négocia avec le gouvernement. Ce pacte fut vivement critiqué par certains. Dans son esprit, il n'était qu'un instrument circonstanciel pour abattre le gouvernement. La bourgeoisie, prévoyant le danger, ôte le masque et installe Martinez Anido à la préfecture de Barcelone.

Nous entrons dans la période la plus tragique du mouvement révolutionnaire espagnol. Seguí, avec une cinquantaine de militants, est conduit à la forteresse de Mahon. Plus de 300 militants tombent assassinés. Par trois fois, Martinez Anido essaya de conduire Seguí à Barcelone avec des desseins criminels. L'opinion s'émue et Seguí échappa au moment au sort qui avait déjà frappé Dol, Ares et Vandellos.

Deux ans après, sous la pression du prolétariat international, le gouvernement libère les emprisonnés. Seguí sort de prison avec Pestana et commence la propagande pour l'Armistice. Celui-ci tombe blessé hier, Seguí est assassiné aujourd'hui. Et, pendant ce temps, Arlandis et Cia, pour le compte de Moscou, mènent tranquillement une grande campagne contre les contre-révolutionnaires du genre de Seguí.

ALEGRE.



Le Parti avant tout

« Germinal » petit « canard » de Belfort, organe commun aux partis politiques et aux syndicats unitaires de la région — ne pas confondre avec notre « Germinal » d'Amiens — réunit récemment ses défenseurs en assemblée générale.

Après une longue dispute, deux ordres du jour furent mis aux voix.

Le premier : Le bureau politique et le Comité Directeur du Parti demandent aux membres du Parti Communiste (S.F.I.C.) du Doubs et du Haut-Rhin de prendre la direction de « Germinal » et de fermer les colonnes du journal à tous ceux qui n'appartiennent pas au Parti.

Le deuxième : « L'Assemblée décide que « Germinal » sera le journal de l'unité prolétarienne, sera l'organe officiel des Unions des syndicats du Doubs et du Territoire de Belfort (C.G.T.U.), et sera ouvert à fédérations communistes (S. F. I. C.) et fédérations socialistes (S. F. O.). »

Le premier fut voté à une grosse majorité. Et ça n'aurait pas plus d'importance que cela si nous n'avions appris que la plupart des délégués représentaient des syndicats unitaires.

Fidus représentants de syndicats, n'est-ce pas que ceux qui enrichissent le Parti politique au désavantage de leur propre organisation économique.

Et comme nous avons bien raison de dire : que le P. C. grignote la C.G.T.U.

Oubli symptomatique

« La Vie Ouvrière » publia, la semaine dernière, en première page, toutes les motions prises en considération par le Comité Confédéral National de la C. G. T. U.

Toutes moins une adjonction importante : celle ayant trait à l'admission dans les Comités d'Action de tous les partis et groupements se réclamant de la lutte de classes.

« L'oubli » est de taille. Et l'incident convainc.

Raude-t-il insister longtemps pour que tous ceux qui ne sont point de fidèles imbeciles s'aperçoivent enfin que « La Vie Ouvrière » est « L'Humanité », au point de vue syndical, ce que le « Bulletin Communiste » est au point de vue politique ?

Le C.C.N., on s'en fout !

On s'en fout à « La Vie Ouvrière » et à « L'Humanité » quand ses décisions contrarient les menées politico-bolchevistes du Parti.

Le même jour que l'organe de la rue Pellepoire « Social » de publier l'adoption d'une question, celui de la rue Montmartre écrivait :

« L'apparait, à la suite de quelques indices, que certains militants ouvriers, peut-être bien intentionnés, mais à coup sûr mal inspirés, s'efforcent d'obtenir l'introduction du groupe des « résistants » dans le Comité d'Action. »

Ce ne sont pas « honnêtes » « Humanité », à certains militants ouvriers qui exigent l'extension du Comité d'Action, mais l'unité du C. C. N. ; et cela n'apparaît pas à la suite de « quelques indices » mais à côté d'indices sérieux par ledit C.C.N.

Comme on s'explique mieux encore, après ce texte de « L'Humanité », le silence de « La Vie Ouvrière ».

« Il nous faut choisir »

Oui, et c'est « L'Humanité » et le Parti Communiste qui nous en informent en s'efforçant de répondre à l'article du « Libérateur », les accusant d'avoir saboté le meeting tenu, il y a dix jours, en faveur de Sacco et Vanzetti.

Il nous faut choisir, tenez-vous bien, les amis, entre le P. C. et le P.C.U., sinon le P.C. se passe il est certain que nous serons les concurrents quand nous prendrons les devants pour la défense des opprimés, victimes des représailles bourgeoises.

Pouah ! Quel marché !

Eh bien ! nous n'en ferons rien et nous continuerons à mettre dans le même sac les partis politiques. Nous continuerons aussi à les placer en face de leurs responsabilités, et nous marquerons le coup chaque fois qu'ils se défilent devant certains gestes de solidarité, eux qui ont toujours plein la gueule des mots : « révolution » et « internationale ».

Et nous nous en fions à la ratière. Pourtant l'intermède comique doit se terminer. Et ce n'est pas par des rires qu'il doit finir. (Bruit.)

Robert-Macaire et Bertrand ont fait rire. Ce n'était cependant que des scoliastes. (Murmures.)

Fénelon : Robert-Macaire et Jean Grave : Bertrand ! La figure n'était point heureuse.

L'avocat général commença par affirmer que cela lui importait peu que les faits relevés fussent antérieurs à la loi de 1893. Le principe de la non-rétroactivité de la loi n'embarrassait point. Voicement, selon le mot célèbre, il le respectait en le tournant.

Si depuis la loi, s'écriait-il, certains des accusés ont eu la prudence de ne commettre aucun des actes incriminés, d'autres à côté, moins habiles, ont continué les tentatives anarchistes, qui sont la moisson de la semence jolée dans le sillon par les théoriciens, n'ont pas cessé. Tous sont donc coupables.

Et avec une véritable maestria, qui dénotait chez ce magistrat plus de talent de parole que de souci de la vérité judiciaire, il développa le thème, pendant deux audiences. Son réquisitoire, au reste, ne fut marqué que d'un incident ou plutôt d'une digression tout à fait étrange. On a vu que dans le procès de Jean Grave (la Société mourante et l'Anarchie) Elise Reclus avait été cité comme témoin. Etait-ce un souvenir de cette ancienne déposition ? M. Bulot fut emporté par son sujet ? toujours est-il qu'au cours de sa harangue, il se mit soudain à requérir contre le grand géographe qui n'était ni cité ni accusé.

— Ces théories, dit-il, un homme qui jouit d'une grande réputation, un « éminent géographe » — l'ophtalmiste va toujours, paraît-il, avec le substantif, le partage ; c'est Elise Reclus. Il est le docteur de l'anarchie. Et je regrette qu'on n'ait pu le comprendre dans les poursuites de Lyon en 1883. Je regrette également que son habileté et sa prudence n'aient pas permis de l'amener ici comme accusé.

Et continuant, M. Bulot nomma successivement Elise Reclus, le père noble du 24 février et le père Gorenflot de l'anarchie,

Les bluffeurs !

Ce n'est pas souvent que nos néo-communistes français ont les « honneurs » de la « Justice ».

Pour une fois que ça leur arrive, ils le font bien entendre.

« L'Humanité » en tirait vanité sous cette forme : « Pour quelle raison la bourgeoisie de Belgique, d'Italie, de France, de Hongrie, etc., donne-t-elle en ce moment l'assaut aux organisations communistes et syndicalistes révolutionnaires ? »

Parce qu'elles restent fidèles à la Révolution russe et à la 3^e Internationale. Parce qu'elles acceptent sa discipline, sa tactique, son idéal. Parce qu'elles défendent Moscou envers et contre tous.

C'est faux, au moins en partie.

Par exemple, la répression en Italie et en Espagne s'est exercée beaucoup plus, depuis trois ans, contre les libertaires qu'à l'égard des adhérents de la 3^e Internationale.

Pour ce qui est de « notre » pays, nous offrons à « L'Humanité » de mettre en parallèle les mots de prison octroyés aux nôtres et aux siens.

Et s'il était exact, comme le prétend ce journal, que les ouvriers aillent d'instinct à ceux que le capitalisme traque ; alors, ici et partout, les libertaires seraient en bloc avec les anarchistes.

Mais, hélas ! le bluff leur en impose encore, et « L'Humanité », qui en abuse au sujet de ses arrestations, ne l'ignore pas.

Bien au-dessous de ses œuvres

Un peu partout, officiellement et officieusement, on fête le centenaire de Renan. Et quoique cela ne soit pas tout à fait exact, il est bien en peine, à la lecture des journaux, de se faire une idée exacte de sa pensée.

Dimanche dernier, au Trocadéro — à une cérémonie où les républicains et libéraux se réunirent pour rendre hommage à Renan — Anatole France y alla, lui aussi, de son petit caca :

« Si Renan avait assisté à la guerre qui s'alluma en 1914, il aurait vu se réaliser une de ses prophéties. Nulle nation d'Europe, à-t-il écrit, ne peut aspirer désormais à l'hégémonie. Si l'une d'elles fait seulement mine d'y prétendre, toutes les nations s'uniront pour la combattre. »

« Ce que Renan avait annoncé est arrivé en 1914 : l'Allemagne se fit, par sa puissance militaire, industrielle et commerciale, l'autant d'ennemis qu'il y a de peuples dans le Vieux-Monde. Renan n'aurait pas la guerre qui arrête le progrès politique et ruine les peuples. Mais il ne croyait pas que la guerre de la France et de l'Allemagne terminée par la guerre de 1870. Il ne doutait pas que de cette guerre n'en sortît une autre ; et il exhortait son pays à consentir les plus durs sacrifices pour s'y préparer. On peut donc affirmer qu'il se serait grandement réjoui de voir deux belles provinces nous faire retour à la condition expresse que ce fût de leur plein gré. Vous entendrez tout à l'heure sa doctrine sur ce point. Il se fut réjoui quelles nous revinssent, même au prix d'une guerre qui nous dépeuplait et nous ruinait, et qui fut prolongée au delà du temps nécessaire pour des raisons que nous ne connaissons pas toutes. »

« Mais ce qui l'eût affligé, ce qui eût offensé sa haute raison et son grand cœur, c'est qu'une si cruelle guerre ait été suivie d'un traité qui ne la termine pas et ne crée que l'organisation du désordre, de la haine, de la discorde et de la misère dans la malheureuse Europe. »

Il se peut que Renan ait été patriote en 1914 et que sa haute raison — « son grand cœur » lui eussent fait reprocher seulement le traité de Versailles dans la guerre.

Mais Anatole France n'avait pas à s'incliner — en acquiesçant presque, devant cette erreur de Renan. Il y a trop de choses dans Renan, de la trop belle matière, dont un philosophe aussi fin qu'Anatole France pouvait tirer, avantageusement parti, pour ne pas s'indigner de la renouée de ce thème de ce dernier. D'autant plus que les articles parus dans « L'Humanité » nous laissent supposer que M. Bergeret avait renié l'époque de 1914, où devant le Conseil de revision de Tours il allait exposer son anatomie.

Ami Julien, tu as parfaitement raison. C'est un grand plaisir que ce maître écrivain d'œuvres pourtant si prestigieuses jolies.

LE ROMANICHEL.

On il est question de quelques notoires caméléons

Il faudrait être bien simple pour s'étonner de la désinvolture avec laquelle les politiciens maintiennent les idées. Chez eux, c'est un métier : ce sont des commerçants qui, pour aggraver le client, passent leur vie à peindre et repeindre leur enseigne selon le goût du jour. Lorsqu'ils sont près de la nouvelle peinture nous trouvons des racures de l'ancienne, nous ne nous étonnons donc pas, mais au contraire nous passons un joyeux moment à comparer le présent au passé. C'est ce qu'il m'advint ces jours derniers en relisant divers écrits.

Alors que je parcourais un des ouvrages de l'abbé Léon Daudet, j'eus la satisfaction de me trouver en plein accord avec lui, ce qui ne m'arrive certes pas souvent. J'eus en effet le plaisir d'y lire des pensées fort justes sur la religion : « Plus j'y réfléchis, plus je me convaincs que la révélation d'un Dieu unique a été une grande, une irréparable faute (1) », pensés où Léon Daudet se rallie à Nietzsche. Plus loin je dénichais une définition merveilleusement exacte du pape et des jésuites. Voyez plutôt : « Nous avons d'abord le pape, face ignoble barbouillée de vice et de gangrène au centre de sa carie romaine, et la légion de démons rouges avant la fournée que l'on appelle les cardinaux. Il faut baver là-dessus. Nous avons ensuite les putrides enfants du loyal Loyola, de cet Ignace décharné, dégingandé, qui excuse le meurtre avec un geste et dans un signe de croix fait tenir tous les sacrilèges. Il faut baver là-dessus (2). » Et enfin, j'eus l'intense jubilation de lire ce vigoureux raccourci : « Quand je songe que le prêtre est sorti du besoin de mentir, le soldat du besoin de tuer, le juge du besoin de voler ! Et le plus terrible, c'est que sur chacun de ces trois fumiers ont poussé quelques fleurs d'héroïsme qui perpétuent leur infamie : le martyr, le héros et l'arbitre sont cités par tous nos sophistes comme les preuves de notre excellence morale. Moi, je réclame le feu pour l'Eglise, la citadelle et le prétoire (3). » M. Léon Daudet devait écrire ces lignes alors qu'il était farouchement républicain, car, ne vous en déplaise, Léon Daudet est un ancien amant de la « Gueuse ». Lisez plutôt ce qu'il écrit un de ses amis : « Il était alors républicain et antiboulangiste. Le soir du 27 janvier 1889, après la défection de Boulanger, je rencontrai Léon Daudet et Georges Hugo au boulevard, exaspérés. Ils considéraient avec fureur la foule hurlante, qui obéissait aux chefs de fiacre et d'omnibus à acclamer le général, et n'y pouvant tenir, ils injurèrent les manifestants (4). » Mais voilà, à cette époque, il lui restait encore un brin de sincérité. Il partageait peut-être l'opinion de son père sur les politiciens, et Alphonse Daudet disait : « Si voleur, si habile que soit un négociant, il y a à quelque chose derrière sa tromperie... il y a la marchandise ! Un faussaire risque la gégène. Mais l'homme politique, sans autre arme que son mensonge, prend la force, l'autorité, parfois la plus cynique des gloires. » Cependant, Léon s'aperçut bientôt que la sincérité et l'art ne lui apporteraient ni l'argent, ni la pétarderie renommée qu'il voulait obtenir. Il devint donc politicien et cultiva les poires douches. C'était une espèce juteuse et de bon rendement. Il s'y est tenu.

..

« Mais où sont les neiges d'autan ?... »

Et M. Léon Daudet n'est pas le seul à qui l'on puisse le demander. Ses frères en arrivisme sont innombrables. Il y en a de gros à qui le système a réussi, n'est-ce pas, M. Briand ? Car il fut un temps où Aristide, dans la déche, faisait de l'esprit pour 150 francs par mois (5). C'est alors qu'il prononça son fameux Discours sur la grève générale (6), discours qui lui devait amèrement regretter par la suite. Ne disait-il pas : « La guerre n'est possible que parce que la violence des ouvriers la permettrait. Mais le jour où ils répondront à la déclaration de la guerre par la déclaration de la grève générale, il n'y aura pas de vote ni de gouvernement capables d'oser le crime de faire la guerre. » Et Millerand ? N'écrit-il pas en 1903 : « Je n'ai pas besoin de vous dire que je suis tout à fait d'accord avec vous pour penser que rien ne serait utile comme de laisser s'ouvrir les portes des Bourses du Travail aux jeunes soldats, à ceux qui étaient ouvriers hier, qui seront ouvriers demain. » Mais tout le monde connaît la mentalité de Briand et de Millerand, aussi bien que celle de Daudet. Puis, à côté de tous ces gros poissons d'eau trouble, il y a le menu fretin, depuis l'ex-archevêque Urbain Gohier qui voulait la mort de tous les Q. M., jusqu'au séminariste Dunois (Amédée), qui, en 1900, dans le Libérateur (7), brûlait ce qu'il adorait aujourd'hui. Il existe un proverbe qui dit : « Il n'y a que les sots qui ne varient point. » Si ce proverbe est strictement vrai,

tous ces gens-là doivent être bougrement intelligents !

Il y a de braves camarades qui s'indignent devant cet arrivisme sans scrupules. Ils ont tort. Cela n'en vaut pas la peine. Le mépris suffit. Le mépris et un de ces sourires qui sont plus humiliants qu'un soufflet. Et lorsque le clown du Roy, tout rouge encore du sang de Plateau, danse sa danse du scalp et bave ses injures, contentez-vous de sourire, ça ne vaut pas plus. Canis redit ad omnia, comme le dit si à propos, dans l'Action Française, M. Hagard (oh ! combien !) de la Montagne.

Georges VIDAL.

(1) Léon Daudet : Le Voyage de Shakespeare p. 63. Bibliothèque Plon.
(2) Ibid. p. 122.
(3) Ibid. p. 178.
(4) J.-H. Rosny aîné : Esprits et ténements, p. 117. Ed. « La Force Française ».
(5) Voir Champollion l'Armistice, tome I.
(6) En vente pour quelques sous à la Librairie sociale.
(7) Numéro du 25 février 1900 dont un extrait fut rendu à la lumière dans un de nos derniers numéros du Libérateur.

Propos d'un Paria

Certes, il est facile, se drapant dans sa dignité révolutionnaire outragée, de jeter l'anathème à tous ceux qui, ne trouvant aucune raison sérieuse de s'agenouiller devant les icônes sacrées, mettent au contraire, et à tort, leur espoir dans le casse, en doute leurs vertus miraculeuses. Il est facile, quand on a à sa disposition une tribune que fait vivre la naïveté de ceux « qui ne sont pas capables de bien juger » parce que aveuglés par le fanatisme ou dotés d'une mentalité d'esclaves, il est facile, dis-je, de proclamer avec une suffisance grandiose de m'as-tu-vu que seuls on est ceci, ou cela, que seuls on a fait autre chose, et que seuls l'on est persécuté par le pouvoir bourgeois.

Ce bluff, la grosse caisse, les grands mots, les belles périodes, tout cela c'est facile. Simple jeu d'enfant nécessitant seulement un peu d'entraînement. Oui, mais, tout cela, c'est du vent !

Il serait préférable, en supposant que le moindre souci de vérité puisse hanter une cervelle de politicien, il serait plus utile, et cela pour clarifier un peu la religion des fidèles, si devaient alors « bien capables de juger » de répondre aux faits précis par autre chose que des pirotechniques journalistiques.

Où, mais, nous entrons ici dans le domaine des difficultés. La tâche devient ardue. Aussi l'étude-on avec une grimace qui voudrait être un sourire.

De tous côtés, on voit Vergeat. Le petit, Maurice, et, dernièrement, notre camarade Chassoff, il y en a d'autres, ont été en Russie avec des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, ceux qui ont réussi à en revenir ont constaté tout ce qu'un parti politique peut tirer d'un mouvement prolétarien.

Ah ! oui, il est si facile d'extraire trois lignes d'un article et de les publier avec une dédicace tendancieuse frisant la mauvaise foi que de répondre aux constatations que fait Chassoff dans le Journal du Peuple.

Misère, prostitution, militarisme, répression, toutes ces plaies sociales abritent dans un pays dont on proclame qu'il a fait la révolution.

Et il est impossible qu'il en soit autrement.

Tous ces fléaux sont inévitables sous n'importe quel régime à base autoritaire. Nous les subissons dans toute leur plénitude dans l'Etat capitaliste français, avec ou sans le Bloc national.

Car ce n'est pas sous le règne de ce dernier que furent votées les fameuses lois sociales pour lesquelles on fit l'union sacrée des champions de la force contre le droit, de l'autorité contre la liberté, des royalistes aux socialistes inclus.

J'espère bien que, pour ces dernières lignes, on ne va pas me poser en défenseur des répugnants personnages qui soutiennent et encouragent Poincaré ou l'ignoble Daudet.

Je voulais seulement faire ressortir qu'il n'y avait pas, qu'il ne pouvait y avoir de bons gouvernements.

Qui dit Etat dit autorité d'un ou de plusieurs, dit oppression, esclavage.

Concevoir, préparer une révolution dont le seul résultat serait de nous faire changer de maîtres n'est pas une besogne qui puisse nous intéresser. Ce n'est pas pour cette révolution-là que nous entendons nous sacrifier.

Nous voulons voir disparaître toutes ces laideurs, toutes ces exploitations éhontées de l'homme par l'homme. Nous ne voulons plus voir la soldatesque, le juge, le gouvernant, le capitaliste, enri les dépens de celui auquel tout appartient parce que lui seul produit.

Nous voulons voir le travailleur maître de son outil et profiter enfin du fruit de son labeur, nous voulons le voir organiser lui-même sa vie et ses rapports avec ceux qui, comme lui, ont droit au bien.

si nous ne pouvons l'innanité de l'accusation ? Laissons tout ça. Revenons à l'affaire.

Jean Grave, un malfaiteur ? dit M. de Saint-Auban. Oui, c'est un récidiviste de la pensée : mais voilà tout. D'association, pas l'ombre. D'entente ? Mais où s'est-on entendu ? Pourquoi ? Avec qui ?

Le crime de Jean Grave, c'est son livre la Société mourante et l'Anarchie. Pour suivi en 1893, il a obtenu les circonstances atténuantes. Il faut qu'il paye cette indulgence de l'an dernier, en demande un petit supplément : vingt ans de bagne.

Quant à l'entente, où existe-t-elle ? L'avocat général nous a dit que la loi de 1893 punissait l'entente entre gens qui ne se connaissent pas pour des crimes qui ne sont pas commis. C'est l'association... d'idées qu'on poursuit. Tous diront : Jean Grave, c'est l'anarchiste doctrinaire ; Sébastien Faure, l'anarchiste ouvrier ; Châtel, l'anarchiste esthète ; Brunet, l'anarchiste opportuniste.

Pardon, dit Brunet, je proteste. (Rires.)

Oh ! dit M. de Saint-Auban, je fais mes excuses à Brunet, je retire le mot, ne voulant insulter personne. (Rires.)

Ils ne s'entendent pas, ils ne sont pas associés, tout le monde eût saisi, cela éclate. M. de Saint-Auban termine sa plaidoirie par une superbe péroraison où il montre d'élan de la pensée humaine frappant comme une vague qui brise ce roc qui s'appelle l'égoïsme du pouvoir social.

Si Jean Grave est de ceux qui rodoient l'humanité pour la faire marcher, il est de ceux aussi qui ouvrent aux foules souffrantes les champs fleur et leur montrent la terre promise dans les lendemains de l'avenir. De ceux-là, qui sont les soldats de la pensée humaine, vous n'arrêterez pas la marche par des injures et par le bagne.

Vous savez qu'il n'y a pas d'association, pas d'affiliation, pas d'entente entre ces gens-là. Vous sentez bien que ce ne sont là que des mots et des protestations. La bien ! avez donc le vrai courage ! N'écoutez pas ces propos de faiseurs (mouvement), vous êtes des justiciers.

(A suivre.)

HENRI VARENNE.

THÉÂTRE CONFÉDÉRAL

38, Rue de la Grange-aux-Belles, 33
Salle de l'Union des Syndicats de la Seine
(Métro : Lancry ou Combat)

Dimanche 25 mars, à 20 h. 30

LA BONNE ESPÉRANCE

Placé en 4 actes
de Herman HEIJERMANS

Prix des places : 3 francs

Places d'avance : 33, rue de la Grange-aux-Belles, (Bureau des Renseignements).

DE RAVACHOL A CASERIO

LE PROCÈS DES TRENTE

(suite)

Pendant le petit moment d'émotion qui suit cette révélation, Sébastien Faure se lève :

Il y avait, dit-il au témoin, une certaine idée de votre part à m'attaquer tandis que j'étais en prison, incapable de répondre. Mais, après votre aveu, je ne garde contre vous, ni rancune, ni rancune. Je vous pardonne de tout mon cœur.

